

C'est parce que Taiwan a été exclue de l'OMS qu'elle a pratiquement vaincu le coronavirus ?

écrit par Christine Tasin | 14 mars 2020



Illustration : dans les rues de Taipei, jeudi. Photo Chiang Ying-ying. AP

Le civisme, à Taiwan, ce n'est pas de faire comme chez nous, en se protégeant avec un masque au cas où on rencontrerait un contagieux, le civisme c'est de porter un masque par précaution, au cas où ON serait contagieux sans le savoir... pour ne pas contaminer autrui.

.

Merci à Alexander qui nous a signalé l'exception Taiwan.

Pour en savoir plus sur le miracle de Taiwan (République de Chine), un des pays les plus développés du monde, à égalité avec l'UE, et sa rivalité avec la République populaire de Chine, voir [wikipedia](https://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9publique_de_Chine).

.

La Chine communiste déteste Taïwan qui échappe, peu ou prou, à son influence, à son système communiste... (depuis la guerre entre Tchan Kai Tchek et Mao les choses ne se sont pas arrangées, au contraire. Mais avec cette particularité que les dictateurs chinois imposent au monde entier le boycott ou presque de Taïwan dans les organisations internationales. C'est ainsi que la République populaire de Chine met son veto à la participation de Taïwan à l'OMS...

La Chine impose ses volontés à un organisme international. Elle empêche Taïwan, dont le système de soins est pourtant exemplaire, d'assister à l'assemblée annuelle de l'OMS. Par François Chih-Chung Wu, représentant de Taïwan en France.

Taïwan, un Etat moderne et démocratique peuplé de 23 millions d'habitants, est exclu de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) à cause de l'opposition de la Chine. Comment se fait-il qu'un pays, si grand soit-il, puisse se permettre d'imposer ses vues à un organisme international aussi important que l'OMS, dont la Constitution précise que « la possession du meilleur état de santé qu'il est capable d'atteindre constitue l'un des droits fondamentaux de tout être humain » ?

A Taïwan, ce principe a trouvé sa réalisation dans le programme national d'assurance maladie (*National Health Insurance NHI*), une référence globale pour les soins médicaux universels qui existe depuis 24 ans.

L'assurance maladie nationale de Taïwan couvre tout le spectre des soins de santé essentiels et de bonne qualité, de la prévention aux soins palliatifs, en passant par le traitement et la rééducation. Dès les années 1960, le secteur taïwanais de la santé a commencé à inclure les ouvriers, les agriculteurs et les employés de la fonction publique dans un système d'assurance maladie. Ce système est aujourd'hui largement reconnu comme un des meilleurs au monde. L'assurance maladie nationale de Taïwan a été classée

14^e dans l'index « Global Access to Healthcare de The Economist » en 2017, et 9^e dans l'index « Health Care Efficiency de Bloomberg Finance » en 2018.

Le succès du système taïwanais d'assurance maladie est dû à différents facteurs importants. Tout d'abord, c'est un système de paiement individuel qui a été choisi en englobant les contributions des assurés, des employeurs et de l'Etat. Un reste à charge supplémentaire est aussi appliqué en fonction des revenus de l'assuré. Ensuite, dans le but de maîtriser les dépenses, un budget a été adopté qui fixe des plafonds aux coûts du système de santé supportés par le gouvernement. Grâce à ces plafonds, les dépenses médicales de Taïwan n'ont représenté que 6,4 % du PIB en 2017, un taux qui se situe en deçà de la moyenne des pays de l'OCDE. La même année, les frais de gestion du système taïwanais de santé ont représenté moins de 1 % du total, avec un taux de satisfaction des assurés de 86 %. Troisièmement, les programmes de soins préventifs et de paiement selon la performance ont assuré des soins de haute qualité et des progrès constants. Enfin, pour réduire les inégalités en matière de santé, des aides sont destinées aux personnes défavorisées comme les familles à bas revenus ou les sans-emploi.

Taïwan a appris comment utiliser son avantage de compétitivité dans les technologies de l'information et la médecine pour améliorer son offre de soins ainsi que l'état de santé de la population tout entière. En réponse aux objectifs de l'OMS en ce qui concerne les personnels de santé à l'horizon 2030, Taïwan propose aussi des bourses dans des services de santé et dans l'éducation supérieure à des milliers de personnes en médecine, infirmerie, soins dentaires, administration de la santé ou santé publique.

Alors qu'atteindre le but de la couverture santé universelle n'a jamais été aussi important et urgent, Taïwan cherche

activement à partager son expérience de première main dans les réformes du système de santé et est déterminé à renforcer la coopération régionale et mondiale dans le domaine de la santé, en partageant son expérience et son expertise en matière de réforme des soins avec tous les pays qui en ont besoin, pour faire de la couverture santé universelle une réalité d'ici à 2030.

Il faut que l'OMS apporte une réponse favorable aux appels répétés pour inclure Taïwan à l'Assemblée mondiale de la Santé et à ses réunions techniques, ses mécanismes et activités. L'OMS devrait rester fidèle à ses propres principes d'inclusion et de participation universelle. Taïwan est un partenaire digne de ce nom qui mérite la confiance, et qui peut aider les pays du monde à atteindre le but d'une couverture santé universelle en 2030.

François Chih-Chung Wu, représentant de Taïwan en France

<https://www.nouvelobs.com/monde/20190520.OBS13179/tribune-pourquoi-taiwan-est-toujours-exclu-de-l-organisation-mondiale-de-la-sante.html>

Et voici le résultat : la façon dont Taiwan, sans demander leur avis aux mondialistes pourris a usé de bon sens et du principe de précaution dès les premières alertes, ce que n'a fait aucun pays de l'UE...et encore moins Macron :

Taiwan en pointe dans le bras de fer contre le Covid-19

Par [Arnaud Vaulerin](#) – 9 mars 2020 à 17:20 (mis à jour le 11 mars 2020 à 18:22)

Frappée par l'épidémie de Sras en 2002-2003, et exclue de

l'OMS, l'île s'est dotée d'organisations et de protocoles qui ont pour l'heure largement fait leurs preuves contre le nouveau coronavirus.

Le scénario d'une catastrophe sanitaire semblait inéluctable. A seulement 130 kilomètres de la Chine continentale, où résident, étudient et travaillent plus de 1,2 million de ses ressortissants, Taiwan était presque voué à être lourdement touchée par l'épidémie de nouveau coronavirus, qui s'est diffusée à partir de Wuhan. A ce jour, il n'en est rien. L'île de 23 millions d'habitants ne compte que 47 cas confirmés et un seul décès. Quand la Chine, le Japon ou la Corée du Sud cumulent des dizaines de milliers de personnes infectées et plus de 3 100 morts.

Mieux, la gestion de cette crise par les autorités de Taipei est de plus en plus citée en exemple, notamment par des instances internationales dont Taiwan a été pourtant exclue à la demande de la Chine communiste. Et, paradoxalement, dans cette exclusion réside probablement une partie de la réponse actuelle de Taipei au Covid-19.

Pour expliquer cette performance taïwanaise, il faut remonter à 2002-2003 et l'épidémie de Sras qui avait fait une quarantaine de morts et infecté près de 350 personnes, l'île devenant l'une des zones les plus contaminées après Hongkong et la Chine. *«C'est à ce moment-là que Taiwan s'est doté de protocoles techniques, médicaux et sécuritaires qui lui faisaient défaut»*, explique le sinologue Stéphane Corcuff, de retour de Taiwan.



Enfants d'une école primaire utilisant un distributeur de gel désinfectant en Lego, à Kaohsiung, ce lundi. Photo Fabian Hamacher. Reuters

Exclue de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Taiwan se retrouve dans le brouillard. «Au moment de l'épidémie de Sras, Taiwan était une orpheline de la prévention des épidémies internationales. Nous avons été tenus dans l'ignorance totale des causes, des méthodes de diagnostic, des taux de mortalité et des méthodes de traitement, racontait [fin janvier, au quotidien japonais Sankei](#), le vice-président de Taiwan, Chen Chien-Jen, épidémiologiste de profession qui était, en 2003, à la tête du ministère de la Santé. Nous avons cependant pu échanger des informations avec des experts japonais [...]. Nous avons également beaucoup appris des conditions de vie à Hongkong et à Singapour. Si, à l'époque, nous avions pu obtenir des échantillons directement auprès de l'OMS, nous aurions pu éviter les malheureuses infections nosocomiales qui se sont produites

dans les hôpitaux.»

Taipei entend tirer des leçons du Sras. Dès 2004, les autorités taiwanaises créent le Centre de commandement national de la santé, l'un des piliers du centre de gestion des catastrophes qui organise la communication et le contrôle des opérations à tous les échelons de l'administration du pays. Jusqu'au 20 janvier dernier, ce dispositif était en veille. Mais Taipei était déjà en alerte, peut-être même avant les autorités chinoises du continent.



Un employé municipal désinfecte une zone du district de Xindian, à Taipei, ce lundi. Photo Sam Yeh. AFP

A LIRE AUSSI [En Chine, masques et bâillons](#)

Car le 31 décembre, comme l'a rappelé dans une note le [pédiatre Jason Wang et directeur du centre pour la](#)

[politique, les résultats et la prévention de l'université de Stanford](#), des responsables de l'émigration repèrent des passagers avec des symptômes de fièvres et de pneumonie sur des vols directs en provenance de Wuhan. Très vite, les équipes sanitaires s'intéressent à tous les individus s'étant rendus à Wuhan dans les quatorze derniers jours.

Accélération

Tout s'accélère le 20 janvier. Le centre de commandement des épidémies est activé pour coordonner les efforts de sept ministères et circonscrire les risques sanitaires. Les résidents de Wuhan sont interdits de territoire, les touristes chinois contraints à des tests. La sécurité sociale taiwanaise et l'agence nationale de l'immigration croisent leurs fichiers pour lister les malades et ceux qui ont voyagé dans les deux dernières semaines. Les aéroports, les ports sont surveillés.

.

Tout va très vite. La mise en quarantaine est instituée, suivie par téléphone avec obligation d'enregistrement, dès les premiers symptômes suspects. Taiwan entend tracer les malades du coronavirus pour prévenir toute contagion incontrôlable. C'est ainsi que toute personne ayant été en contact avec les croisiéristes du [Diamond Princess est recherchée après que de nombreux cas ont été répertoriés sur le paquebot](#) au Japon. Le 6 février, le gouvernement taïwanais publie une liste de 50 endroits par lesquels les passagers du paquebot, qui avaient fait escale à Keelung, sont passés. A leur retour de croisière, les 19 Taïwanais présents sur le bateau sont immédiatement placés en quarantaine.

Dans le même temps, Taiwan a également rationné la vente de masques. *«Le gouvernement a également interdit leur exportation, notamment vers la Chine, au risque de se faire*

critiquer, poursuit le sinologue Stéphane Corcuff. Il a également accéléré les cadences pour en fabriquer de nouveaux. Chez les Taïwanais – comme chez les Japonais – il y a ce réflexe culturel qui fait que l'on utilise un masque quand on est malade. En cas d'épidémie, on évite ainsi une trop grande contamination.»

Fausses nouvelles et grosse amendes

Le gouvernement a également débloqué des fonds, mobilisé l'armée pour cette production de masques de masse, fixé un prix unique. Il a paré la pénurie et se commence même à exporter des stocks de protection en Europe.

Dans les administrations et les bâtiments publics, les désinfectants pour les mains et les contrôles de la fièvre sont devenus habituels. Et il organise tous les jours un point presse pour communiquer sur l'évolution de l'épidémie et rappeler les mesures de sécurité à respecter.

Dans cette crise, qui est aussi un exercice de communication, Taipei s'est également mobilisé sur les fausses nouvelles. Soumise, depuis au moins trois ans à des campagnes de *fake news* lors des élections locales et législatives, l'île lutte aussi contre les rumeurs sur le front du coronavirus. Elle a annoncé qu'elle poursuivrait ceux qui répandent des infos bidons en leur infligeant des amendes allant jusqu'à 3 millions de dollars taïwanais (plus de 87 000 euros). Répondre vite, agir seul... c'est presque à croire que l'exclusion de Taiwan de l'OMS a eu des effets bénéfiques contre le Covid-19.

https://www.liberation.fr/planete/2020/03/09/taiwan-en-point-e-dans-le-bras-de-fer-contre-le-covid-19_1781060